

ENTENDRE LA VOIX DES PERSONNELS

Jeudi 27 janvier 2011, des syndiqués représentant près de 60 des 115 IUT de France se sont réunis au siège du SNESUP, pour faire un état des lieux des graves difficultés auxquelles sont actuellement confrontés les IUT et proposer des pistes de réflexion et d'action pour les prochaines semaines.

Après 2 ans d'une crise grave dans les IUT, conséquence directe de la loi LRU, et alors que cette crise arrive à un tournant avec le projet de l'ADIUT-UNPIUT –dont certaines propositions pourraient conduire à la sortie des IUT des universités–, les riches discussions qui ont eu lieu lors de cette réunion ont convergé vers une analyse commune de la situation. Au-delà du projet ADIUT-UNPIUT, jugé incohérent, suicidaire et massivement rejeté par les personnels des IUT, la mise en péril du DUT et du « système » IUT –comme bien d'autres pans de formations universitaires– est la conséquence des choix idéologiques d'un gouvernement qui, refusant d'utiliser les moyens que la législation met à sa disposition, entend se défaire par avance de sa responsabilité dans la casse des filières technologiques universitaires.

Alors que la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche lance une nouvelle opération de communication autour d'une « deuxième phase du plan Licence », pour masquer son échec à atteindre les objectifs qu'elle s'était elle-même fixés dans le cadre de la première phase, il est urgent d'entreprendre enfin une vraie réforme du cycle licence respectueuse de la diversité des voies de réussite, de la diversité des territoires. Cette réforme ne pourra être réussie qu'en ré-instaurant, après des décennies de gâchis, un cadre national pour tous les premiers diplômes universitaires et en donnant les moyens humains et financiers nécessaires au respect de ce cadre

dans l'objectif de l'obtention du grade de licence pour au moins 50 % d'une classe d'âge.

Le succès de cette réunion témoigne de l'attachement des personnels au système IUT en tant qu'élément essentiel du service public d'enseignement supérieur et de recherche, au service de la promotion sociale et de la démocratisation de l'enseignement supérieur, pour l'aménagement du territoire, pour la mise œuvre de formations de qualité adaptées à des étudiants attirés à la fois par la technologie et le caractère universitaire des enseignements, qui en garantit l'irrigation par les plus récentes innovations de la recherche.

Il témoigne aussi de la vitalité du secteur IUT du SNESUP. Nos analyses, hier considérées par certains comme des prédictions de mauvais augure, révèlent leur justesse.

Fort de cette légitimité, et dans la perspective de son congrès d'avril 2011, le SNESUP a mis en place des groupes de travail pour notamment approfondir ses propositions pour un cycle technologique universitaire au niveau licence et au-delà.

Pour faire entendre la voix des personnels des IUT, le SNESUP appelle à intensifier l'action par la tenue d'assemblées générales dans les établissements, par des motions votées en conseil d'IUT, par l'interpellation des contacts locaux (presse, élus) et par l'organisation de rassemblements avant les vacances de février, avec notamment un rassemblement des collègues des IUT d'Ile de France le 11 février à Orsay à l'occasion de la dernière étape du Tour de France de l'ADIUT-UNPIUT.

22 MARS 2011- ELECTIONS CNESER (*) VOTER SNESUP POUR DEFENDRE ET PROMOUVOIR LE SERVICE PUBLIC

Les universités mises à l'Idex : la voix des collègues

Autour d'un usage frénétique de « l'excellence », le gouvernement organise une restructuration du tissu universitaire et de la recherche. Dans une mise en concurrence effrénée, il a lancé une série d'appels d'offres liés au Grand Emprunt (Equipex, Labex, Idex). Pour y répondre, les collègues s'épuisent, prenant le risque de mettre entre parenthèses leurs travaux.

Communiqués dans la presse début janvier, les 17 projets d>IDEX, élaborés dans l'opacité la plus complète, sont portés par seulement la moitié des universités et ne concernent qu'un nombre réduit d'équipes de recherche triées sur le volet.

Doit-on voir dans la liste des projets Equipex (équipements d'excellence) sélectionnés, dévoilée le 20 janvier, une distribution de lots de consolation par anticipation à la sélection des projets Idex ?

Pour porter ces dossiers, les regroupements d'établissements ont dû faire preuve de sévères reculs démocratiques. En privilégiant ces structures, monstres bureaucratiques aux antipodes des fondements collégiaux et démocratiques des universités, le gouvernement a délibérément pris le risque de délaissier une large fraction des établissements et de générer des guerres de tranchées au sein de la communauté universitaire.

Lors de notre CAN du 14 janvier, nous avons décidé d'organiser des débats dans les établissements sur la restructuration de l'Enseignement Supérieur (PRES, fusions, FCS, Idex...). Le SNESUP organisera des initiatives locales "Les universités mises à l'Idex : la voix des collègues", au plus près des collègues pendant tout le mois de février. Sont d'ores et déjà annoncées le 3/02 à Lille, le 4/02 sur le Plateau de Saclay, le 9/02 à Tours, le 12/02 à Rennes autour de l'Idex grand ouest, le 15 février à Aix-Marseille, le 24 à Dijon ; D'autres sont en préparation...

**SIGNER l'Appel des organisations syndicales de la Fonction publique –
OUI A L'AUGMENTATION DES SALAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE**

<http://salairesfonctionpublique.fr>

(*) Sur le site du SNESUP :

VOIR PROFESSION DE FOI CNESER ET LISTES DE CANDIDATS